

Montrabé, le 28 mai 2018

Monsieur Jacques SEBI  
Maire de Montrabé 31850

à

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne  
Direction, des Services du Cabinet et des Sécurités  
Service des politiques de sécurité et de prévention  
Pôle polices administratives  
1, place Saint-Etienne  
31038 Toulouse cedex 9

Objet : Rapport sur l'emploi de la caméra mobile.

Référence : Décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016,  
Arrêté préfectoral du 27/10/2018 autorisant la commune de Montrabé à détenir  
et utiliser une caméra mobile.

Monsieur le Préfet,

Dans la situation actuelle, où les actions des forces, de l'ordre sont régulièrement contestées ou dénaturées, les images issues de la caméra mobile, constituent alors un élément de preuve sur les conditions d'interventions du service de police municipale.

Cet outil de protection des agents, permet d'apaiser certaines situations conflictuelles, mais également de prévenir et dissuader d'éventuels comportements agressifs et outrageants.

Aucune procédure quel qu'elle soit n'a fait l'objet d'une consultation ou d'extraction de données provenant des caméras individuelles.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Maire

Jacques SEBI

